

Pouvoir d'emprunt supplémentaire

et empêchant pratiquement toute forme d'expansion de l'entreprise privée. Je me souviens qu'à cette occasion, on avait cité un chroniqueur, avec lequel j'ai des affinités, Lester Thoreau, qui déclarait qu'au cours de 25 années de recherche sur la question, il n'avait pas encore trouvé un seul cas aux États-Unis où à cause de la rivalité entre le secteur public et le secteur privé l'un ou l'autre s'était vu refuser un emprunt. Même si certains ont critiqué la chose, le ministre a montré clairement que le déficit, même augmenté des 5 milliards actuels et aussi peu souhaitable soit-il, ne posait pas de véritable problème. Il y a autre chose qui est important. Le ministre affirme que le financement de cet emprunt de 22 milliards de dollars est moins onéreux que celui des 17 milliards empruntés en juin dernier parce qu'à l'époque, il avait fallu accepter de rembourser des intérêts de 19 p. 100. Alors qu'à l'heure actuelle, le taux de situe maintenant à 12 ou 12.5 p. 100 pour les Canadiens. Cela représente donc une économie de 900 millions de dollars par rapport à l'emprunt de juin dernier.

M. Friesen: Qui a économisé?

M. Mackasey: Voilà pratiquement 1 milliard de dollars qui a été libéré du fait que les taux d'intérêt ont baissé sensiblement dans le pays. C'est un signe que nous sommes sur la bonne voie en dépit des répercussions sur le secteur de l'emploi. La récession tire à sa fin. Le vent tourne. Les taux d'intérêt tombent rapidement aux États-Unis et un virage dans le bon sens s'amorce chez nous.

Voici un extrait de la déclaration du ministre, tiré de la page 8 du document:

Selon les prévisions actuelles, le total des dépenses devrait atteindre près de \$80 milliards, soit environ \$1.1 milliard de plus qu'on l'escomptait en juin. On estime maintenant que les frais d'intérêt seront inférieurs de plus de \$900 millions au niveau prévu en juin . . .

Malgré l'augmentation du déficit. Voici la suite:

Mais ce facteur a été plus que compensé par une hausse importante du coût des programmes statutaires tels que la contribution de l'État à l'assurance-chômage, le Régime d'assistance publique du Canada, la péréquation, et les paiements découlant de la Loi sur les chemins de fer, dépenses liées en bonne partie à la faiblesse de l'activité économique. La hausse nette du coût des programmes statutaires s'élève à environ \$1.5 milliard.

C'est un sujet compliqué et il est facile d'emprunter la mauvaise voie.

Je voudrais dire quelques mots au sujet de l'assurance-chômage. Comme nous l'a fait remarquer Lester Thoreau, l'application de la science économique est limitée par la réalité politique, si l'on veut. Peut-on toujours faire ce qu'il faut faire, si ce n'est pas nécessairement bon sur le plan politique? Si la récession est sur son déclin, ce que je me plais à croire, j'ai ici certains titres ou extraits d'articles du *Wall Street Journal* et du *Globe and Mail* qui n'étaient pas à la une, cela va de soi, mais qui étaient enfouis dans ces journaux. J'ai trouvé un article intéressant où l'on annonce une reprise des profits dans le secteur pétrolier. Je crois que c'est juste. Le député assis là-bas acquiesce, et c'est un homme honorable. Les présidents de banques prévoient avec prudence une augmentation du PNB. Voilà les titres d'un de nos journaux. Un autre titre agréable et bref dit ceci: «Recul de l'inflation». D'après un article du journal de ce matin, l'industrie alimentaire prévoit dans son secteur un taux d'inflation inférieur à 10 p. 100 pendant la prochaine décennie. Selon le *New York Times*, la Bourse traduit dans une large mesure la confiance en l'avenir. Quant au *Wall Street Journal*, il portait à la page appropriée le titre suivant

«Le prix des denrées se raffermi.» Un analyste a écrit que l'industrie automobile, après avoir été dans une situation très précaire, montre des signes de reprise. Puis il y a la phrase «Les taux d'intérêt continuent à baisser». Voilà des paroles réconfortantes. On peut lire «Les économistes donnent une interprétation plus optimiste de la conjoncture.»

Il est évident pour chacun d'entre nous que nous sommes sur le point de sortir de cette récession. J'aurais tort d'essayer de faire croire que les mois qui vont suivre ne seront pas extrêmement difficiles. Nous savons tous qu'au début de toute reprise, même si l'industrie est ralentie en temps normal, il faut encore plus de temps aux entreprises en période de récession avant de réengager du personnel, d'organiser une deuxième équipe, de s'agrandir et d'investir à nouveau. C'est pourquoi le chômage persiste longtemps après la reprise. Si le gouvernement, à l'instar des autres pays du monde, réfléchit sérieusement avant de déterminer quel secteur de l'industrie privée il doit aider, il constatera que c'est à la technologie de pointe que doivent aller ces crédits.

C'est probablement le choix qui s'impose si nous souhaitons accroître notre PNB et asseoir solidement notre économie en vue de soutenir nos programmes universaux d'assurance-maladie et d'allocations familiales, nos régimes de pension, nos paiements de transfert ainsi que la gratuité scolaire.

• (2130)

Sur le plan politique, cependant, les Canadiens réclament à juste titre qu'on crée des emplois. Il est rare que les gouvernements aient le loisir ou les moyens de satisfaire ces deux besoins. J'ignore ce que le gouvernement va faire. C'est une décision politique difficile à prendre. C'est pourquoi le *Wall Street Journal* a demandé, en parlant du déficit et de la nécessité de le financer, quelles sont les leçons que la récession nous a apprises. Je trouve qu'il est trop tôt pour que les Canadiens cherchent à tirer des leçons, puisque nous sommes en retard d'au moins six mois sur les États-Unis, mais je n'ai pas oublié les leçons de la dernière dépression. J'étais jeune alors, mais assez mûr pour en être marqué. A la maison, on m'avait confié une tâche dont je me souviens. Le vendredi midi, je devais courir à la banque pour échanger \$5 contre des pièces de 5c. et de 10c. Ma mère donnait une pièce, avec un sandwich, une pomme ou une orange à quelque malheureux qui frappait à la porte et demandait la charité. Je me souviens du regard de ces misérables, les soirs froids où nous les invitions à dîner.

Je ne suis pas fier de ce que nous allions parfois à bicyclette au camp de Valcartier pour voir de nos propres yeux les milliers, cinq ou dix mille peut-être, de gens qui y vivaient dans des tentes parce qu'ils étaient pauvres et sans revenu aucun. Les membres de leur famille étaient rentrés chez eux, car ils s'étaient séparés pour vivre avec des parents. Si vous croyez que j'exagère, lisez «The ten Lost Years» ou, mieux encore, si je ne m'abuse, la critique littéraire qu'a faite de ce livre magnifique feu Hugh Garner dans *Saturday Night*.

Nous avons beaucoup appris au cours de cette dépression, et c'est grâce à cela que certains programmes fondamentaux ont vu le jour. Ceux qui lisent des ouvrages au sujet de Mackenzie King savent que le principe primordial des allocations familiales était, pour Mackenzie King, de stimuler de façon légitime l'économie. Il a compris les conséquences d'une récession ou d'une crise économique. L'assurance-chômage, une notion que nous avons empruntée à un autre parti, est devenu un domaine